



Paris, le 6 septembre 2016

Une rentrée sociale bien difficile !!!!

Les congés payés sont terminés et nous espérons tous que vous en avez bien profité pour le 80ème anniversaire de cette conquête sociale. Bien profité car il se peut que ceux-ci, comme l'ensemble des conquêtes sociales, fassent l'objet de nouvelles attaques.

Nouvelles car elles ont déjà été nombreuses. Le début de l'année a été marqué par la lutte historique contre la loi travail ou loi « El Khomri ». Fidèle à ses valeurs « démocratiques », le gouvernement a profité de l'été pour de nouveau imposer ce recul social à coup de 49-3 !!!!

Désormais les effets de cette loi vont se faire sentir. D'ailleurs, qui peut croire qu'il n'y pas de lien entre la parution de cette loi et l'annonce soudaine de plans de licenciement chez CISCO, Lafarge, Philips et bien sûr SFR en tête avec plus de 5000 suppressions de poste !!!! Car oui, même si la CFDT continue à clamer que cette loi est une avancée pour les salariés, elle est avant tout un nouveau cadeau au patronat français. Par quelle magie faciliter les licenciements pourraient-ils créer des emplois !!!! Il suffit de regarder la réalité.

Alors oui, à grands renforts de mensonges on nous dit que le chômage diminue. C'est sans rappeler qu'on ne parle ici que du chômage de catégorie A. **Si nous intégrons les catégories B et C, le chômage est bel et bien en hausse de 0,1% !!!** Alors certes, les politiques entrent en pré campagne électorale et les mensonges, promesses qui ne seront pas tenues vont être nombreux mais tout de même...

Le réel rattrape le gouvernement. La précarité est grandissante, preuve en est des nombreux reportages sur le prix de la rentrée scolaire et des difficultés pour les familles de faire face au coût. Mais bon, d'après notre président, les choses s'améliorent. Bon pour le coup il ne s'agit que d'un mensonge partiel. Certes pour les salariés, chômeurs, retraités, les choses vont de pire en pire, mais pour **les 100 familles les plus riches, celles-ci ont vu leur fortune augmenté de 40% depuis 2013** pour représenter 327 Milliards d'€ en 2015 !!!! Il est vrai qu'avec toute l'évasion fiscale (60 à 80 milliards d'€ par an pour la France d'après le ministère de l'économie), cet enrichissement se comprend aisément.

Inutile d'avancer plus de chiffres, chacun se rend compte désormais des distorsions qui existent dans la répartition des richesses. Et nous devrions encore faire des efforts !!!!

Pire, alors que la situation s'aggrave, que les politiques devraient s'employer à régler la situation de détresse de millions de citoyens, on préfère nous amuser avec le débat sur le burkini !!!! Laïcité, démocratie, liberté.... là ils n'ont que ces mots à la bouche, se présentant comme les défenseurs de la République, cette république qu'ils bafouent à longueur de temps. Car faisons attention aux faux débats qui ne feront que servir l'extrême droite. Il faut éviter l'amalgame entre le « burkini » et le terrorisme. Interdire le « burkini » ce n'est pas lutter contre le terrorisme. Même si le port de cette tenue peut provoquer des réactions au regard des conquêtes des droits des femmes, il n'en demeure pas moins que le port de ce type de tenue est toléré dans l'espace public dans le respect de la laïcité. Et si nos politiques sont si attachés aux droits de la femme, pourquoi avoir rejeté cet été un amendement visant à rendre inéligible les députés coupables de violences, notamment sexuelles ? La ficelle est un peu grosse. Et bien entendu, pour en venir au terrorisme, toujours pas de débat public sur les raisons du terrorisme en France et son lien avec notre politique étrangère.

Ainsi, l'opération d'enfumage des citoyens continue. Il est vrai qu'avec des médias appartenant essentiellement à Serge Dassault, Martin Bouygues, Bernard Arnault, Arnaud Lagardère, Vivendi-Universal (Drahi), Bertelsmann, le retour d'ascenseur est de mise pour des politiques au service du Medef.

Un Medef dont le travail de sape continue. Après avoir bénéficié de 41 milliards de cadeau fiscal au titre du pacte de responsabilité (contre la création d'un million d'emploi...on attend toujours), celui-ci demande un nouveau cadeau de 90 milliards !!!! Bah voyons. En même temps pourquoi se priver, il gagne à chaque coup.

Face à cette situation, nous ne devons pas nous résigner. La Loi travail, même publiée peut être retirée. Cela avait été le cas pour le CPE. **C'est dans cette optique que plusieurs syndicats, dont la CGT appellent à manifester le 15 septembre partout en France.** En cette période pré électorale, nous devons faire pression sur les candidats. Certains ont d'ores et déjà annoncé le retrait de la loi en cas d'élection. Et comme nous l'avons déjà dit, ne pensons pas qu'en tant que fonctionnaires nous sommes protégés.

Venons en à nous les fonctionnaires. Notre augmentation du mois de juillet nous a fait un bien fou... De qui se moque t-on ??? Pendant ce temps, les réformes continuent : diminution des effectifs, fermeture des services, déroulé de carrière de plus en plus long. D'ailleurs, certains ont sûrement appris qu'à partir de juillet 2016, le PPCR (protocole parcours professionnel, carrière, rémunération) commencera à faire sentir ses effets. Ainsi, à partir du 1er juillet, alors que nous avons gagné le passage automatique d'échelon à la durée minimum, nous rebasculons à la durée maximum en attendant de voir revenir les bonifications et son cortège d'injustice. Mais bon, certains syndicats à grands renforts de tracts nous ont expliqué que c'était une vraie avancée. Nous ne devons pas avoir la même définition.

Et à la Préfecture de Police, les choses vont de pire en pire. PPNG, transfert vers la Ville de Paris, et maintenant, en plein été, on nous annonce l'externalisation de la verbalisation du stationnement payant pour 2018, le tout par voie de presse. Et tant pis pour le dialogue social. Gauche et droite se font la guerre, Coppé rêve de faire passer les lois importantes en été expliquant que les mobilisations y sont quasiment impossibles en raison des congés, le PS le fait !!!!

Alors se battre encore et toujours et malgré la répression syndicale féroce qui s'abat sur la CGT (Air France, dockers, Goodyear...). Nous ne lâcherons rien. Il en va de notre avenir, de celui de nos enfants. De nombreuses professions entrent en lutte (SFR, éducation nationale, secteur social, commerce...), la coupe est pleine !!!

Si vous aussi vous ne voulez pas mettre genou à terre sans vous être battu, avec la CGT, entrez en lutte !!!

Tous dans la rue le 15 septembre

Le Préfet de police n'a t-il plus confiance dans ses directeurs ?

C'est la question que certains d'entre-vous se sont peut-être posée lorsqu'ils ont lu sa lettre du 30 Août 2016, ayant pour objet **lancement du programme « plus simple et plus efficace »**.

D'ailleurs, le comportement de certains directeurs ou chefs de service peut laisser croire que le Préfet de Police estime plus efficace de prendre en compte directement les suggestions des agents.

Mais, pas de méprise **l'auto-gestion n'est pas pour demain comme du reste la simplicité et l'efficacité que ce soit pour les agents ou les administrés.**

Le programme plus simple et plus efficaces, c'est quoi?

Cette démarche de **concertation des agents**, est en définitive une **méthode de management** expérimenté dans **les usines Toyota** dans les années 50. Elle a depuis été importé en Europe dans les usines de production les années 80 et depuis les années 2000 dans l'administration. Il s'agit de la méthode Lean qui est à l'origine de nombreux suicides (Orange, PTT....). Il est d'ailleurs intéressant de savoir que dans le même temps une consultation nationale est lancée dans la Fonction Publique et basée sur les mêmes principes et intitulé « **Ma Fonction Publique se réinvente** » !!!

L'objectif de cette méthode est d'**inviter les agents à faire des propositions** d'évolution de **méthode de travail**, dans le but de simplifier la procédure afin de la réaliser en faisant moins de tâches ou de geste pour être encore plus rapide, avec moins de fonctionnaires.

Cette concertation a pour but **de faire partager les objectifs de réduction des effectifs** à la majorité des salariés. Par ailleurs, la concertation et autre groupe de travail contribuent à marginaliser les syndicats.

La méthode Lean va générer encore plus d'harcèlement mais aussi favoriser de nombreuses maladies, TMS, dépressions, doute de soi, insomnie suicides en effet **la participation des salariés incite s'est derniers à accepter l'inacceptable** des cadences infernales.

L'intériorisation des objectifs par le salarié va rendre plus difficile, voir empêcher son opposition lorsqu'il se rendra compte du **piège tendu par l'administration.**

La concertation est un leurre !

Monsieur le Préfet de Police a-t-il prévenu les agents de la Préfecture de Police de leur transfert à la Mairie de Paris ? Non.

Et maintenant, **il faudrait croire que notre point de vue sur l'organisation du travail l'intéresse** mais, de qui se moque-t-on ?

Lors des **dernières CAP**, l'administration n'a retenu **aucune** des **propositions des syndicats**. La CGT a demandé **des explications** au dernier comité des administrations parisiennes, depuis silence radio.

la CGT recommande au personnel de **ne pas participer à cette entreprise d'asservissement** et de venir militer dans notre syndicat pour exiger le respect des agents de la Préfecture de Police.

Ne soyons pas les dindons de la farce. Les politiques et les hauts fonctionnaires font des carrières sur notre dos, à notre tour d'être sur le leur !!!

Déclaration commune CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL

Un mauvais projet de loi devient une mauvaise loi !

La loi Travail n'est pas bonne pour les salarié-e-s et les jeunes. Elle ne le sera pas non plus pour l'économie du pays. Alors que le chômage et la précarité augmentent, en affaiblissant les conventions collectives au profit des accords d'entreprise, cette loi accroît la concurrence entre les entreprises poussant à l'alignement sur le « moins offrant » pour les salariés. Cette logique de dumping social va engendrer davantage de flexibilité et de précarité et remettre en cause nombre d'acquis sociaux.

Cette loi contrevient aux conventions 87, 98 et 158 de l'Organisation Internationale du Travail relatives à la négociation collective, aux libertés syndicales et aux licenciements.

Les organisations syndicales étudient tous les recours et moyens juridiques possibles pour s'opposer à la mise en œuvre de la loi Travail.

L'emploi, les salaires et les conditions de travail restent des préoccupations majeures pour les citoyen-ne-s. Le chômage et la précarité sont des fléaux pour notre pays. Les créations d'emplois, dans le privé comme dans le public, sont pourtant nécessaires pour répondre aux besoins de toute la société. La stabilité et la qualité des emplois sont non seulement gage de progrès social et de qualité de vie pour les salarié-e-s et les jeunes, mais sont aussi un facteur essentiel de création d'emplois. La loi Travail tourne le dos à cet enjeu ! Tous les pays qui ont fait l'expérience d'une telle réforme du droit du travail (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Allemagne) en mesurent aujourd'hui les conséquences néfastes.

Affaiblir le code du travail, c'est affaiblir les droits de tous les salarié-e-s !

Il est clair qu'à terme la fonction publique sera aussi concernée car nombre de règles statutaires relève de la transposition de dispositions du code du travail (dialogue social, respect de la hiérarchie des normes et des droits collectifs, temps de travail, etc.).

C'est pourquoi nos organisations continueront à mener tous les débats nécessaires avec les salarié-e-s et les jeunes pour, à l'inverse de cette loi, promouvoir d'autres propositions, obtenir son abrogation et gagner de nouveaux droits pour toutes et tous.

Pendant l'été, de nombreuses initiatives locales se sont développées et la carte postale au Président de la République a été largement utilisée. Comme nous l'avons écrit au Président de la République, « on se retrouve à la rentrée... », notamment sur les meetings et débats unitaires déjà programmés.

Les organisations dénoncent les faits de répression dont sont aujourd'hui victimes des militant-e-s syndicaux-ales, des jeunes, des salarié-e-s et des agents publics.

Les organisations syndicales de salarié-e-s et de jeunesse CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL appellent les salarié-e-s, privé-e-s d'emploi, étudiant-e-s, lycéen-ne-s, retraité-e-s à se mobiliser massivement pour réussir la journée d'actions du 15 septembre contre la loi Travail, selon des modalités décidées localement (rassemblements, manifestations, grèves, etc...), pour obtenir l'abrogation de cette loi et conquérir de nouvelles garanties et protections collectives.

Les Lilas, le 31 août 2016

Manifestation le 15 septembre
Départ 14h place de la Bastille vers République